



PUBLIE LE 15 DEC. 2025

**ACTION EN JUSTICE
AFFAIRE H. A. C/ VILLE DE ROUEN
ESTER EN JUSTICE
FRAIS ET HONORAIRES
AUTORISATION
Réf. 2025 / 84**

NOUS, MAIRE DE ROUEN,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 (11° et 16°) et L.2122-23,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020, portant délégation du Conseil Municipal au Maire,
- Le budget de l'exercice en cours,
- Le projet de convention d'honoraires ci-joint,

CONSIDERANT :

- Que le 16 janvier 2024, l'Office public de l'Habitat de Rouen (Rouen Habitat) a réalisé une demande de permis de démolir de l'immeuble sis 14 rue Moïse, Rouen (76000), foyer pour travailleurs immigrés.
- Que la Ville a, par arrêté en date du 9 février 2024 (PD 76540 24 M0002), accordé le permis de démolir sollicité à l'Office public de l'Habitat de Rouen (Rouen Habitat).
- Que ce permis de démolir a d'abord fait l'objet d'un recours gracieux, rejeté dans une décision du 10 juin 2024 par la Ville de Rouen.
- Que par une requête enregistrée par le Tribunal administratif de Rouen le 1^{er} août 2024 sous le numéro 2403130, les requérants, résidents du foyer dit « Moïse », demandent l'annulation de la décision du 10 juin 2024 et l'arrêté du 9 février 2024,
- Que la SELARL DAMC est susceptible d'assurer pleinement la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire,

DECIDONS CE QUI SUIIT :

Article 1^{er}. - Est autorisée la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire par la SELARL DAMC.

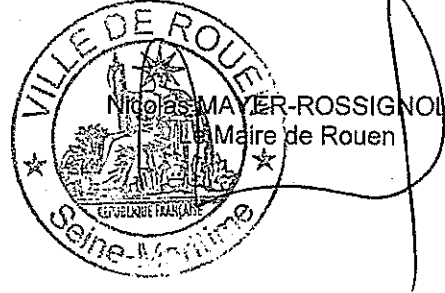
Article 2. - Est autorisée la signature de la convention d'honoraires avec la SELARL DAMC.

Article 3.- Est autorisé le paiement à la SELARL DAMC d'une somme de 3.000,00 € T.T.C. correspondant aux frais et honoraires qui lui sont dus pour son intervention dans l'affaire considérée ci-dessus.

Article 4.- La dépense en résultant sera imputée au chapitre 011 (charges à caractère général), article 62268 (autres honoraires) du budget.

Article 5.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, en L'HOTEL DE VILLE, le 17 octobre 2025



La présente décision pourra faire l'objet un recours pour excès de pouvoir, lequel interviendra dans un délai de deux mois à compter de sa notification (article R.421-1 du Code de la Justice Administrative) auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN – Téléphone : 02.35.58.35.00 ; télécopie : 02.35.58.35.03 – courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr).

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du CJA.